



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article194>

Conférence d'Annapolis : Une conférence de paix ... pour préparer la guerre ?

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -



Date de mise en ligne : vendredi 2 novembre 2007

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

En 1988, la direction Palestinienne a proposé un énorme compromis : limiter le futur Etat palestinien aux territoires conquis par Israël en 1967. La Ligue Arabe a établi un plan qui repose sur les mêmes principes. Les normes du droit international et les résolutions de l'ONU, ainsi que la décision de la cour de justice de 2004 n'ont jamais légitimé les conquêtes ou les annexions israéliennes basées sur la politique du fait accompli. Donc un accord pour une paix juste et durable devrait être basé sur le refus de ces conquêtes.

Pourtant tout indique que la conférence d'Annapolis ne va pas suivre cette voie.

Cette conférence se dit internationale, mais elle ne l'est pas. Les Etats-Unis et leurs alliés européens trient leurs invités sur des critères tendancieux (invitation des « modérés », pas de ceux qui sont qualifiés de « terroristes » ...). Le Hamas qui a remporté les dernières élections palestiniennes au terme d'un processus démocratique incontestable n'est pas invité.

Cette conférence va se dérouler alors que la bande de Gaza subit une « punition » collective et un blocus. L'occupant organise l'asphyxie et la pénurie généralisée. Aucune paix n'a de sens quand on divise et quand on affame un peuple.

Le gouvernement américain, comme c'était le cas à Taba et Camp David, est à l'initiative de cette conférence. Les dirigeants américains qui ont envahi et détruit l'Irak, qui menacent l'Iran et qui ont toujours apporté un soutien inconditionnel politique et militaire aux gouvernements israéliens ne sont pas intéressés par le respect du droit des peuples. Ils veulent avant tout que règne leur hégémonie sur toute la région.

Plus de 450000 Israéliens sont installés dans les territoires palestiniens illégalement acquis depuis 1967. La moitié vivent dans le « Grand Jérusalem » dont les frontières actuelles vont de Ramallah à Bethléem. Plusieurs colonies sont devenues de véritables villes. Toute trace de la frontière de 1967 a disparu et tout est fait pour rendre les annexions irréversibles.

Il faudrait une volonté politique et une pression sur les dirigeants israéliens pour que l'occupation illégale et la colonisation cessent et pour que les colonies soient démantelées. Or les mesures récentes (construction du Mur, tramway de Jérusalem, expropriations incessantes, prolifération des check-points, construction de routes spéciales ...) indiquent bien que la colonisation et la politique du fait accompli sont plus que jamais à l'oeuvre.

Une conférence de paix qui se déroule quand l'occupation violente, la colonisation et les annexions se poursuivent à grande échelle n'en est pas une. Le gouvernement israélien n'a démantelé aucun check-point, contrairement aux pré requis définis par l'administration Bush et il définit le travail de cette conférence comme un « processus provisoire de longue durée ».

Dans ces conditions, le pire est à prévoir. On proposera à Mahmoud Abbas une aide contre le Hamas et un territoire morcelé et non-viable baptisé Etat Palestinien. On le sommera d'accepter. On préparera l'opinion internationale à faire porter sur les Palestiniens toute la responsabilité d'un échec déjà programmé de ces négociations. Les dirigeants israéliens martèleront comme ils l'ont déjà fait « qu'ils n'ont pas de partenaire pour la paix » et qu'il n'y a pas d'alternative à leur politique.

Et après l'échec prévisible des discussions, les bruits de bottes contre l'Iran se feront plus pressants. Déjà les armes affluent au Proche-Orient et l'opinion est préparée à une guerre régionale.

L'UJFP met en garde l'opinion à propos d'une conférence qui n'est pas vraiment une conférence de paix mais bien plutôt un leurre. Aucune négociation, aucune démarche pour une paix juste et durable ne peuvent faire l'économie des droits inaliénables du peuple palestinien et d'une égalité totale entre les peuples de la région.